

CRISE DE LA DETTE

Accord au bout de la nuit. Le Président de la République a présenté, pendant 1h30 à la télévision, la solution trouvée in extremis entre les partenaires européens de la zone euro. Nicolas SARKOZY a longuement expliqué la crise de la dette en Europe, au lendemain du sommet européen où un accord a finalement pu être trouvé après 10 heures de négociations.

Baisse de la prévision de croissance de la France en 2012 : de 1,75% à 1%. Comme l'Allemagne, qui vient de réduire son estimation de 1,8% à 1%. C'est la principale annonce de l'intervention du chef de l'Etat. Il a confirmé que le gouvernement allait présenter après le sommet du G20 à Cannes (3-4 novembre), un nouveau train de mesures, qui n'ont pas été arrêtées, visant à faire entrer « 6 à 8 milliards d'euros » dans les caisses de l'Etat. Une révision à la baisse de croissance de 0,5% oblige à trouver 4 milliards d'euros.

Le plan de la zone euro pour enrayer la crise. L'objectif défini par les 17 pays membres de la zone euro est de ramener la dette de la Grèce à 120% du PIB d'ici 2020. C'est moins que le ratio actuel de 165%, mais 2 fois plus que la limite fixée par le Pacte de stabilité. Concrètement, les Européens ont obtenu des banques un effacement de 50% de la dette grecque. Dans leur déclaration, les dirigeants européens invitent « la Grèce, les investisseurs privés et toutes les parties concernées à mettre en place un échange volontaire d'obligations avec une décote nominale de 50% sur la dette nationale grecque détenue par les investisseurs privés ». Cela devrait représenter un effacement de l'ordre de 100 milliards d'euros de la dette grecque, actuellement de 350 milliards d'euros, dont 210 milliards aux mains des créanciers privés.

Recapitaliser le système bancaire. Les autorités européennes l'ont accepté, à hauteur de 106 milliards d'euros et ont obtenu en échange des banquiers qu'ils divisent par 2 la valeur des titres de dette publique grecque détenus dans leurs comptes pour tenter d'enrayer la crise de la dette en zone euro. Les Européens demandent aux banques de renforcer leur solvabilité financière pour atteindre un ratio de fonds propres de 9% d'ici fin juin 2012 et de renoncer aux versements de dividendes et de bonus pour y parvenir. Certaines grandes banques européennes, comme la Commerzbank en Allemagne ou SocGen et BPCE en France, ont immédiatement fait savoir qu'elles ne solliciteraient pas d'argent public pour se recapitaliser.

Renforcement du Fonds de secours financier. Il sera doté d'une force de frappe de 1.000 milliards d'euros. Il s'agit de « démultiplier les ressources » du Fonds européen de stabilité financière (FESE) pour les pays en difficulté et éviter que la crise de la dette ne gagne l'Espagne et l'Italie. Deux options : un système d'assurance-crédit aux investisseurs pour les inciter à acheter de la dette ; un mécanisme prenant la forme d'entités ad hoc destinées à attirer les investisseurs extérieurs, privés ou publics. La Chine a déjà fait savoir qu'elle souhaitait contribuer au FESE.

Généralisation des règles d'or sur l'équilibre budgétaire. Chaque Etat devra avoir adopté, avant fin 2012, « des règles relatives à l'équilibre structurel des finances publiques traduisant (...) les règles du Pacte de stabilité et de croissance ».

Soutien de la BCE. Ce point ne figure pas dans la déclaration finale à la demande de l'Allemagne (qui souhaite souligner l'indépendance de la Banque centrale européenne). Mais la zone euro compte sur la poursuite du soutien de la BCE, qui maintient actuellement l'Italie et l'Espagne en rachetant leur dette publique sur les marchés pour éviter que les taux d'emprunts obligataires ne s'envolent.

L'Italie sous surveillance. Silvio BERLUSCONI a apporté une lettre promettant des réformes, qui a fait « bonne impression », selon le Premier ministre polonais. Nicolas SARKOZY a dit attendre la « réalisation » des promesses. Mais le chef du gouvernement italien est placé sous surveillance : une série de mesures doivent être mise en œuvre pour réduire en 2 ans la dette de 1.900 milliards d'euros, soit 120% du PIB actuellement, à un montant représentant 113% du PIB en 2014.

Pour les aspects plus politiques de l'intervention du Président de la République, voir la rubrique « Politique intérieure ».

MONDE

Du rab. Le « *ministre* » libyen du Pétrole et des Finances, Ali TARHOUNI, a demandé à l'OTAN de « *rester au moins un mois de plus* ». L'Organisation avait annoncé son intention de mettre fin à sa mission de 7 mois en Libye le 31 octobre. Le corps du colonel KADHAFI, exposé pendant plusieurs jours dans une chambre froide à Misrata, a été enterré dans le désert, dans un « *endroit secret* » au terme d'une cérémonie religieuse.

La Turquie cherche encore les rescapés. Un garçon de 12 ans a été sauvé après 108 heures passées sous les décombres. Le nombre de victimes du violent séisme qui a frappé l'Est du pays se monte à 540 personnes. Les intempéries, la pluie et la neige, rendent désormais difficile les opérations de secours et fragilisent la situation des laissés sans abri. 25.000 tentes ont été montées. Au total 186 personnes ont été retirées vivantes des décombres par les sauveteurs après le sinistre qui a fait aussi fait 2.555 blessés, selon un dernier bilan provisoire.

Les nouveaux membres non permanents du Conseil de sécurité des Nations unies pour 2012-2013 : l'Azerbaïdjan, le Guatemala, le Maroc, le Pakistan et le Togo.

EUROPE

Un budget européen en hausse. Les députés européens ont soutenu une hausse importante (5,2%) du budget, contre la position du Conseil européen.

Un FMI plus politique. C'est ce que demande le Parlement européen dans une résolution sur la gouvernance économique mondiale, dans la perspective du sommet du G20 de novembre. Autres demandes : l'arrêt des manipulations des taux de change et des règles internationales pour séparer l'activité spéculative des banques de celle de banque de détail. Le G20 est invité à conclure sur les éléments communs d'une taxe mondiale sur les transactions financières.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Tunisie : les résultats. Les résultats officiels ont été donnés lentement par la Commission électorale. Ils sont aujourd'hui complets et confirment la victoire du parti islamiste Ennahda, qui remporte 90 sièges (41,5%) dans la future assemblée de 217 membres. Il revendique le poste de Premier ministre pour Hamadi JEBALI. Opposant du régime de l'ancien président Ben ALI, il a passé 16 ans en prison, dont 10 à l'isolement, et représente le visage modéré du parti. Ennahda s'est employé depuis plusieurs jours à rassurer les laïcs et les investisseurs étrangers inquiets de voir émerger un gouvernement islamiste dans l'un des pays les plus libéraux du monde arabe.

Le programme d'Ennahda ? Selon Rached GHANNOUCHI, chef du parti : instauration d'un régime parlementaire, lutte contre le chômage (aujourd'hui à 19%) et la corruption, indépendance de la justice, respect de l'égalité homme/femme. Sont aussi prévus la « *liberté de croyance et de pensée* », « *les droits des minorités religieuses* » et la préservation des « *acquis de la femme* ». Point mis en avant : l'identité arabe de la Tunisie, avec une possible suppression de l'enseignement du français à l'école. Le chef d'Ennahda a en effet regretté « *On est devenu franco-arabe, c'est de la pollution linguistique. Nous encourageons l'apprentissage de toutes les langues, surtout les plus vivantes, sans perdre notre identité.* »

Manifestations. Des violences ont été provoquées par des partisans du candidat de la Pétition populaire, mécontents que leur champion ait été éliminé du scrutin. En effet, la commission électorale avait annoncé un peu plus tôt qu'elle avait annulé les sièges remportés par la Pétition populaire de l'homme d'affaires Hachmi HAMDJ dans six districts électoraux en raison d'infractions aux règles de financement de la campagne électorale.

Les réactions. Le Président de la République a rappelé que la France serait « *vigilante sur le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques, notamment la diversité culturelle et religieuse, et l'égalité des hommes et des femmes* », tant en Libye qu'en Tunisie. « *Naturellement* », l'aide « *économique massive* » que Paris a prévu d'apporter à Tunis le sera « *dans la mesure où les lignes rouges ne seront pas franchies* » a indiqué le ministre d'Etat, Alain JUPPE. François HOLLANDE a déclaré qu'il sera « *très attentif* » au respect des engagements pris par Ennahda.

L'Argentine pleure de joie. Alfredo ASTIZ, surnommé « *l'Ange blond de la mort* » et 11 autres personnes, ont été condamnés à la réclusion à perpétuité en Argentine au terme d'un procès-fleuve sur les crimes de la dictature dans les années 1970.

Nicolas SARKOZY sur la dette : les causes du déficit. Le Président de la République a annoncé la poursuite de la règle du non remplacement d'1 fonctionnaire sur 2. Selon lui, cette politique a permis d'éviter de baisser des salaires et des pensions comme en Espagne, au Portugal ou en Italie. Nicolas SARKOZY a systématiquement désigné l'opposition comme coupable de l'état des finances publiques. Il a pointé du doigt le refus de l'opposition d'adopter la « règle d'or » sur l'équilibre de finances publiques. Il a ensuite souligné que les réformes socialistes (retraite à 60 ans, 35 heures...) avaient ruiné la compétitivité du pays, en même temps que l'Allemagne faisait les réformes nécessaires à l'assainissement de sa situation économique. En toute fin d'émission, la candidature de Nicolas SARKOZY à sa propre succession a été évoquée. « *Le débat sera tranché quelque part fin janvier, début février* ». Il a rappelé que c'est aux alentours de ces mois que ses prédécesseurs avaient fait connaître leur décision. Il n'a cependant pas laissé beaucoup de place au doute. Il a ainsi jugé « *vraisemblable* » que François HOLLANDE soit son principal concurrent. Enfin, le Président de la République a redit sa « confiance » à François FILLON et François BAROIN.

« **On a évité la catastrophe** ». « *Si la Grèce avait été en faillite, il y avait un processus en cascade qui emportait tout le monde* ». Le Chef de l'Etat a regretté l'entrée de la Grèce dans la zone euro. Pour lui, cela a été « *une erreur* ». Il a ensuite précisé que l'aide versée par la France ne « *coûterait rien à la France* » en cas de succès.

Interrogé sur la participation chinoise au FESE, il a affirmé que « *notre indépendance ne sera en rien remise en cause par cela* ». « *Si les Chinois, qui ont 60% des réserves mondiales, décident de les investir dans l'euro plutôt que dans le dollar, pourquoi le refuser ?* ».

Des bases franco-allemandes. « *Nous allons faire converger, Mme MERKEL et moi, l'économie allemande et l'économie française* ». « *Ce dont nous avons besoin, c'est d'arrêter de penser sur des bases nationales mais de réfléchir sur des bases franco-allemandes* ». Dans la ligne de mire : la convergence des fiscalités, avec en exemple un impôt commun sur les bénéficiaires des fiscalités, « *des taux de TVA harmonisés* », « *des hypothèses économiques sur nos budgets validées* » de parti et d'autre, et une fiscalité du patrimoine commune.

Autres conséquences de l'accord européen :

- Une hausse d'impôts ? Pour combler le manque à gagner de la baisse de la prévision de croissance à +1 % pour 2012 ? Le Président de la République n'a pas voulu annoncer des réformes précises. Il a toutefois écarté une « *hausse généralisée de la TVA* ». La question se pose donc de hausses ciblées, comme la création d'un taux de TVA intermédiaire.

- « *Pas question que le contribuable soit mobilisé pour réparer les erreurs commises par les banquiers* ». C'est une des promesses faite par Nicolas SARKOZY : ce seront les fonds privés qui participeront au financement des banques, pas les fonds publics. Pouvoir de contrôle et de « *sanctions* » de la Banque de France.

Réactions de François HOLLANDE. Le candidat socialiste a jugé sévèrement la prestation télévisée, de Nicolas SARKOZY. Il estime que le président « *n'échappera pas à son bilan* ». Pour François HOLLANDE, la posture de Nicolas SARKOZY, est un « *habillage commode pour justifier un quinquennat raté* » : « *En cinq ans, il aura rendu [les Français] plus vulnérables et dépendants de l'endettement public et de la dégradation de notre compétitivité* ». Le socialiste pointe notamment les « *75 milliards de cadeaux fiscaux qui ont dégradé les comptes publics* ». Interrogé sur le règlement de la crise, François HOLLANDE qualifie de « *partiel et insuffisant* » l'accord européen qui, selon Nicolas SARKOZY, a « *sauvé* » la zone euro. Pour le candidat PS, il aurait fallu mieux doter le FESF, et lui permettre d'emprunter de l'argent à la Banque centrale européenne, « *revendication française que M. SARKOZY a abandonnée* ». François HOLLANDE s'inquiète également d'une possible « *dépendance* » de la zone euro à la Chine, qui devrait investir dans le FESF. Sur le plan fiscal, le socialiste dénonce la « *complexité* » et « *l'injustice* » de l'éventuelle création d'un taux intermédiaire de TVA. En revanche, il est favorable à un alignement sur l'Allemagne -à la baisse, donc- concernant l'impôt sur les sociétés, en imposant moins les PME et en détaxant les bénéficiaires réinvestis.

François HOLLANDE tiré vers le Vert. Officiellement investi par le PS, le candidat à la présidentielle a insisté sur l'importance du 1^{er} tour, malgré la tension qui monte avec les écologistes. Jean-Vincent PLACE, nouveau sénateur de l'Essonne, a déclaré que les Verts sont « *prêts à dire non au PS* », notamment sur la question du nucléaire. La députée PS Aurélie FILIPETTI a dénoncé le « *pistolet sur la tempe* », alors que Michel SAPIN, proche du candidat socialiste, a appelé au « *calme des troupes* » dans ce débat. « *Nous aurons des désaccords* » a-t-il prévu, « *mais aussi une*

plateforme de gouvernement ». Il poursuit toutefois en soulignant que la proposition de François HOLLANDE de réduire la production d'électricité d'origine nucléaire vers les 50% dans les 10,12 ans, « *c'est déjà un effort tout-à-fait considérable* ». Quant aux 30 sièges de députés garantis exigés par EELV, l'ancien ministre a observé : « *un groupe, c'est 15 aujourd'hui. Entre 15 et 35, il doit y avoir des possibilités d'entente* ».

Ségolène ROYAL au perchoir ? La présidente du conseil régional de Poitou-Charentes a annoncé son souhait de se présenter aux élections législatives de 2012 dans la 1^{ère} circonscription de la Charente-Maritime. En cas de victoire, elle souhaite briguer la présidence de l'Assemblée nationale. Jean-Marc AYRAULT, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, trouve que cela est « *une bonne idée* », tout en rappelant qu'il ne fallait « *pas commencer à distribuer les places* ».

GUERINI reprend les rênes. Le Sénateur des Bouches-du-Rhône reprend la présidence du conseil général à la suite d'une décision du tribunal administratif de Marseille suspendant l'arrêté par lequel il avait délégué ses fonctions sans en démissionner.

Le coup de gueule de la semaine. C'est celui de Daniel COHN-BENDIT, le coprésident du groupe des Verts au Parlement européen : « *je viens d'apprendre que Tony BLAIR allait devenir conseiller pour les affaires énergétiques, pour le Kazakhstan. Il va devenir lobbyiste pour NAZARBAIEV pour 8 millions de livres par an.* » « *On se demande souvent pourquoi les gens sont si sceptiques vis-à-vis de la politique et des politiciens, mais nous avons un nouvel exemple* ». Tony BLAIR, ancien Premier ministre britannique, est également envoyé spécial du Quartette pour le Proche-Orient. Fonction pour laquelle, selon Daniel COHN-BENDIT, il « *empoche beaucoup d'argent et est rarement sur place* ».

PARLEMENT

Assemblée nationale

PLFSS pour 2012. L'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012, sur lequel ont été déposés environ 700 amendements, devait s'achever ce vendredi soir. Vote solennel le mercredi 2 novembre. Examen au Sénat à partir du 7 novembre. A noter l'adoption d'une augmentation des taxes sur les alcools. L'amendement élargi la taxation des alcools à partir de 18 degrés et prévoit que la cotisation ne sera plus uniforme mais en fonction du degré d'alcool.

Sénat

Même pas la peine d'en parler. Rejet sans débat de la proposition de loi relative à l'encadrement militaire des jeunes délinquants. En votant pour une motion, la majorité sénatoriale a rejeté, sans même débattre, le texte très controversé d'Eric CIOTTI (UMP – Droite populaire). La droite parle de déni de débat, la gauche lui rappelle tous les votes conformes que le Sénat a accepté de faire pendant des années...

Surveillance des médicaments. Le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale tire les leçons du scandale du Mediator. Les sénateurs ont durci le texte en imposant une déclaration publique d'intérêts avec les industries pharmaceutiques, aux responsables et experts d'autorités sanitaires.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Lutte contre l'évasion fiscale et la double imposition : conventions avec l'Arabie saoudite, l'Autriche et l'île Maurice. / Accord avec le Kazakhstan (exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques). / Rémunération pour copie privée.

Décrets. Institut national de l'information géographique et forestière (IGN). / Réserve civile de la police nationale. **Point thématique** sur l'Outre mer.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Chômage : les mauvais chiffres de septembre. Hausse de 0,9%. Cela représente 26.000 personnes demandeuses d'emploi en plus. 2,780 millions de personnes au total. En un an, le nombre de chômeurs en France a progressé de 3%. En intégrant les départements d'Outre mer, la France compte 4,175 millions de personnes en quête de travail, y compris celles ayant une activité réduite.

Peugeot Citroën cale. Le constructeur automobile a annoncé la suppression de plusieurs milliers d'emplois en Europe. 6.800 postes (intérimaires, production et hors production) seront supprimés en 2012 sous la forme de départs volontaires. Le Président du directoire, Philippe VARIN, s'est engagé à ne pas remettre en cause la présence industrielle du groupe en France.

La valeur attend le nombre des années... Les prix des appartements anciens à Paris avaient atteint un record pendant l'été, à 8.350 euros/m². La hausse devrait toutefois s'interrompre, en raison d'une baisse du nombre de transactions (-2%).

Lord of war. Avec 5,2 milliards d'euros de commandes, la France reste au 4^{ème} rang des exportateurs mondiaux d'armement en 2010. L'Hexagone se maintient derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Russie, en détenant 6% d'un marché qui se chiffre à 70 milliards d'euros. Qui achète français ? Le Proche et le Moyen-Orient demeurent la 1^{ère} destination des exportations françaises, suivis de l'Amérique latine. Les principaux clients sont l'Arabie saoudite, l'Inde et la Malaisie, « *des partenaires traditionnels qui s'inscrivent dans la durée* ».

Lutte contre l'évasion fiscale : ça marche. Près de 14 milliards d'euros : c'est le montant des recettes fiscales supplémentaires qui a été récupéré en 2 ans dans 20 pays, grâce aux accords internationaux. C'est l'OCDE qui le dit, et elle affirme qu'il « *y en a encore bien plus dans les tuyaux* ». La France a récupéré plus d'1 milliard d'euros ; l'Allemagne 1,8 et les Etats-Unis 1,4.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Question orale sur la mise en œuvre de l'exit tax par les États-Unis. Le Sénateur del PICCHIA a interrogé le Ministre de l'Economie sur cette taxe d'expatriation qui vise les personnes renonçant soit à leur citoyenneté américaine, soit à leur statut de résident permanent aux États-Unis et disposant de revenus et d'un patrimoine importants. Elle touche en particulier nos ressortissants quittant les États-Unis pour aller travailler ailleurs ou pour venir prendre leur retraite en France. http://www.senat.fr/seances/s201110/s20111025/s20111025003.html#cribkmk_questionorale_1387_517788

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Air France pourrait rester au sol ce week end. 80% des vols seraient assurés ce samedi, au premier jour d'une grève à l'appel des syndicats d'hôtesse et de stewards qui pourrait durer cinq jours, pendant les vacances de la Toussaint.

Pas de mosquée à Marseille. Le tribunal administratif a annulé le permis de construire de la grande mosquée de la ville dont la première pierre a été symboliquement posée en mai 2010. Le tribunal a justifié sa décision par l'insuffisance de stationnement et les difficultés de circulation autour de ce qui est annoncé comme l'un des plus importants édifices musulmans de France.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le retour du Bolchoï. Le plus célèbre théâtre russe, le Bolchoï, lève son rideau avec une soirée de gala retransmise en direct dans 36 pays pour marquer la fin de gigantesques travaux. La reconstruction, dont le coût officiel s'élève à 21 milliards de roubles (près de 500 millions d'euros), visait d'une part à stabiliser le théâtre, délabré à 70% et qui risquait de s'effondrer, et d'autre part à lui redonner l'aspect qu'il avait au XIXe siècle

NOMINATIONS

Martine DORANGE, ambassadeur en Malaisie.

Charles FRIES, conseiller diplomatique du Premier ministre, ancien ambassadeur à Prague, serait nommé secrétaire général des affaires européennes.

Pierre HEILBRONN, secrétaire général adjoint du Secrétariat général des Affaires européennes, serait nommé en parallèle conseiller « Europe » au cabinet du Premier ministre.

Gilles BRIATTA, secrétaire général des affaires européennes, conseiller « Europe » au cabinet du Premier ministre, rejoindrait la Société générale.

Jean-Philippe d'ISSERNIO, directeur adjoint du cabinet de Valérie PECRESSE (Budget), en charge du budget et des comptes publics.

Fred CONSTANT pourrait être nommé ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane.

Yves de GAULLE, président du directoire de la Compagnie nationale du Rhône. Le Parlement a émis un avis favorable à sa nomination.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr